

LE JOUR, 1948
30 AVRIL 1948

DEVANT LES FAITS

M. Cyril Falls dont les brillants articles dans « The Illustrated London News » sous le titre « : « Suites de la guerre », retiennent toujours l'attention, traite dans le numéro du 10 avril de l'hebdomadaire londonien « du président Truman et de la trêve en Palestine ». M. Cyril Falls déjà inquiet au début d'avril de voir approcher la date « fatale » du 15 mai, fixée par l'Angleterre pour la remise du Mandat et l'abandon de l'exercice du pouvoir en Palestine, écrit en substance : Ce serait déplaisant si le verdict, pendant un siècle entier, de toutes ces formes de l'opinion, (les lettres, la presse et l'école) était que la possibilité d'un règlement moins détestable de la question palestinienne fut perdue, parce que le Gouvernement britannique, après être demeuré en Palestine pendant trente ans, refusa d'y tenir quinze jours encore ».

Cela, vraiment, quelles soient les circonstances, chacun le pense. Mais qu'eut écrit M. Cyril Falls, s'il avait prévu que Haïfa serait abandonnée avant la fin d'avril, les hostilités prenant instantanément entre Jaffa et St. Jean d'Acre la forme de la guerre totale ?

Nous avons pour l'attitude britannique toute la compréhension qu'appelle une désillusion retentissante. Il n'en reste pas moins qu'aucune nécessité, qu'aucun préavis ne pouvait justifier le retrait de l'autorité britannique mandataire responsable trois semaines avant le 15 mai.

M. Bevin vient de déclarer devant les Communes « que l'Angleterre ne peut pas à cette heure tardive revenir sur sa décision de se retirer de la Palestine ». On n'en demandait pas tant. Tout ce qu'on attendait, c'était que l'abandon des populations palestiniennes à leur sort n'eût pas lieu avant le 15 mai.

C'est ici que la remarque de M. Cyril Falls devient saisissante. Quand on a tenu trente ans, on peut tenir quinze jours de plus et éviter un massacre après un combat inégal.

Nous sommes, dans le Proche-Orient, parmi ceux qui ont mis le plus fréquemment et le plus directement en relief la place capitale de l'Angleterre dans l'entreprise collective qui doit consolider l'Occident et sauver le monde. Cette fois nous ne cacherons pas notre déception.

Et nous reconnaissons que les contradictions de la politique britannique dans notre voisinage sont très surprenantes. Ces sautes d'humeur, ces départs brusques et les répercussions transjordanienues qu'on voit, font qu'on ne comprend plus (ou qu'on craint de trop bien comprendre).

M. Bevin lui-même a cru devoir rappeler aux Communes, avant-hier, 28 avril, « que le Gouvernement britannique est tenu, aux termes du traité anglo-transjordanien, de verser

une subvention à la Transjordanie pour entretenir La Légion arabe et fournir du personnel militaire britannique pour encadrer cette Légion ».

Dans tout cela, avec toute la bonne volonté du monde, on n'arrive plus à distinguer la Transjordanie de l'Angleterre, cependant qu'on voit l'Angleterre et la Transjordanie agir apparemment en sens opposé.

Il y a de quoi donner sa langue au chat. Mais qu'on la donne ou qu'on s'en dispense, il est permis de regretter ce que M. Cyril Falls a regretté explicitement vers la fin de son substantiel article ; et davantage qu'une présence aussi légitime que celle de l'Angleterre (et de la cause du monde occidental, à travers elle) de ce côté de l'Orient, s'alourdisse de procédés aussi étranges et aussi inutilement compromettants.